

La commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

Travailleurs français et étrangers ont un même ennemi : le capitalisme qui les exploite

Pas de loi d'exception contre les ouvriers immigrés !



Les coups de feu tirés à l'Ambassade d'Allemagne sont le prétexte d'une nouvelle campagne contre les travailleurs immigrés en France. Comme presque inévitablement ce fut le cas pour tout acte de terrorisme individuel, le résultat est opposé à celui recherché par son auteur. C'est pourquoi les marxistes n'ont jamais préconisé une telle méthode. Mais jamais les révolutionnaires marxistes n'ont accablé et sali ceux qui, sacrifiant leur existence, ont usé de la terreur individuelle.

Au-dessous même de la presse réactionnaire est venue se placer « l'Humanité », dénigrant comme provocateur un jeune homme, d'origine petite bourgeoise, privé, lui et les siens, de tout avenir dans cette société qu'il ne songeait même pas à combattre.

Les provocateurs, ce sont d'abord les fascistes par leurs persécutions brutales. Les provocateurs, ce sont aussi nos gouvernants avec leurs décrets-lois contre les étrangers, leurs retraits de cartes d'identité, les expulsions massives. A propos, que deviennent dans cette affaire les déclarations solennelles faites l'été dernier par ces avocats, professeurs et autres intellectuels contre le décret-loi frappant ceux qui hébergeaient des expulsés ? Les provocateurs, ce sont enfin ceux qui brisent les énergies collectives en torpillant les luttes des masses.

La littérature des journalistes-policiers de « l'Humanité », désireuse de mêler les « trotskystes » dans cette affaire, sert au mieux les desseins fascistes. Elle abonde dans le thème abject des étrangers suspects, louches, dont il faut nettoyer la France.

Aussitôt les coups de feu tirés, la presse bourgeoise a donné de la guenle. « L'Ère Nouvelle » a demandé l'introduction du régime sévissant sous le tzar. Quant au « Temps » il ne s'est plus contenté. Après une pointe contre ceux qui viennent procéder « plus ou moins d'accord avec on ne sait quelles polices innommées, aux enlèvements et aux « suppressions » que l'on sait », il signale que le problème des étrangers est compliqué du fait que les autres pays ne les acceptent pas. C'est l'appel direct à la création de camps de concentration.

Et qui le « Temps » veut-il frapper avant tout :

« L'opinion, est-il écrit dans l'éditorial du 9 novembre, ne veut plus entendre parler de réfugiés politiques qui sont, par définition, de futurs assistés ou de futurs délinquants, des concurrents de l'ouvrier ou de l'intellectuel français sur le marché du travail... »

Toute la propagande Front populaire, le mot d'ordre « la France aux Français », les notes aux étrangers de ne pas participer aux manifestations du Front populaire, l'apologie de la défense nationale, etc... ont cultivé la xénophobie. La campagne actuelle ne frappera pas seulement les ouvriers immigrés, elle atteindra les ouvriers de nationalité française. Toute mesure d'exception

contre une catégorie de travailleurs affaiblit l'ensemble de la classe ouvrière.

Les travailleurs immigrés ne voient plus dans les directions des grandes organisations que des annexes des services de la Préfecture. La solidarité internationale du prolétariat est basotée par tous ces partisans du torchon tricolore.

Pour ne pas permettre à la propagande xénophobe de progresser, pour s'opposer à toute loi d'exception contre les travailleurs immigrés, travailleurs « français », ne combattez pas seulement les professionnels de l'antisémitisme, chassez les directions socialiste, communiste et cégétiste qui se vautrent dans la collaboration avec la bourgeoisie et menez coude à coude avec vos frères d'autres nationalités, le combat classe contre classe.

Anniversaire de l'armistice entre impérialistes

La bourgeoisie mobilise ses troupes fascistes pour pouvoir instaurer son "État fort"

UNE semaine vient de s'écouler pendant laquelle Daladier et Reynaud cherchent à enfanter quelque chose qui ressemble à un « plan ». Il s'agit de gagner du temps pour mieux préparer « l'État fort ».

Pour les masses ouvrières, P.C. et P.S. essayent de faire croire que le Front populaire est encore vivant. Au Conseil national du P.S., Blum a calmé ceux qui voulaient immédiatement faire opposition au gouvernement actuel : ne soyez pas impatients, leur dit-il, laissez Daladier s'user ; et nous essayerons dans les combinaisons qui se préparent de ne pas être écartés de l'assiette au beurre.

Quant au P.C., il cherche comment sortir de l'impasse où il est engagé. On peut agiter le fantôme du Front populaire, mais ça n'émeut plus la bourgeoisie.

Ses bandes fascistes recommencent à s'agiter. Elles ont commencé par briser les glaces de la librairie de « l'Humanité ». Au lieu d'appeler les travailleurs à une réponse énergique, foudroyante, les dirigeants du P.C. leur disent : venez voir ce que des méchants ont fait... et ils demandent la pro-

tection de la police ! Cette pleutrerie est le meilleur encouragement que pouvait rêver la canaille fasciste.

Et voici le 11 Novembre qui s'approche, pour lequel on va employer une fois de plus les « anciens combattants ». Finies les balades Front populaire à la Nation ; c'est le P.S.F., le P.P.F. et toute la vermine fasciste qui vont parader aux Champs-Élysées, redescendre vers la Concorde, peut-être même sur les boulevards.

Jusqu'à quel degré s'exercera ce jour-là la pression réactionnaire et fasciste, c'est un élément difficile à déterminer.

La classe ouvrière n'a à compter sur aucun de ceux qui l'ont trahie, qui depuis deux ans et demi ont cédé à tous les chantages du capital. Pour qu'elle puisse agir de sa propre volonté, il faut que les militants d'avant-garde l'aident à se procurer les moyens de lutte. Ils doivent réaliser l'Alliance ouvrière qui appellera les travailleurs à constituer leurs conseils d'entreprises, organismes de masse qui pourront ranimer la volonté de combat et coordonner les efforts de toute la classe.

LE PRINCE KONOYE PARLE

LA prise de Canton et d'Hankéou, venant après Munich, n'a pas tardé à porter ses premiers fruits. L'impérialisme japonais vient en effet, par la bouche de son porte-parole, le prince Konoïe, de signifier au monde que le statut d'Extrême-Orient était à refaire.

En termes diplomatiques, mais assez nets, Tokio vient d'aviser Londres, Paris et Washington qu'il importe de réduire à son bénéfice la part considérable de profits, que ces trois brigands tirent chaque année d'Extrême-Orient (Chine, Indochine, Indes).

Il faut s'attendre, pour commencer, à l'abolition ou à la réduction, au profit du Japon, du privilège d'exploitation des douanes chinoises dont jouissaient les grands banquiers anglo-saxons, puis à la modification du « Traité des neuf puissances » intéressées en Chine, enfin et surtout à la dénonciation par le Japon du fameux principe de la « porte ouverte », qui, supprimant en fait tout protectionnisme chinois, livrait le marché au capitalisme mieux placé, réservant ainsi de gros avantages à l'Amérique. Tokio, nouveau « protecteur » de la Chine, s'arrangera évidemment pour que la porte ne soit largement ouverte qu'en sa faveur.

Il est bien évident que cela ne sera qu'un premier pas. S'appuyant sur sa suprématie en Chine, Tokio pèsera économiquement et politiquement sur les Indes néerlandaises, sur l'Inde anglaise et sur l'Indochine, gros clients et surtout fournisseurs de la Chine et du Japon. D'ores et déjà ces colonies sont considérées comme menacées. Paris, Amsterdam et Londres s'en inquiètent vivement et se tournent vers l'Amérique, montrant tout à la fois leur inquiétude et leur impuissance à défendre seuls leurs intérêts impérialistes, face au triangle Rome-Berlin-Tokio qui ne cesse de marquer des points.

Que va faire l'Amérique ? Voilà ce que demande la presse française du monde entier et ses satellites : les Blum et Cie, à genoux devant le puissant bandit « oncle Sam ».

En vérité, l'impérialisme américain hésite. Wall Street était, en septembre, et demeure tout disposé à soutenir Londres à fond, en cas de guerre mondiale (procurant avions, canons, appuis de flotte et même quelques armées), mais il n'est pas pressé de se lancer en flèche dans la bagarre... au contraire... Pour Wall Street, l'enjeu de la « prochaine » devrait être la défaite du pan-germanisme renaissant, et de ses alliés et aussi l'affaiblissement du grand rival anglais. A la faveur de cet affaiblissement, Wall Street espère prendre la place de la Cité sur les marchés australien, chinois et même hindou. Londres a très bien senti ce péril et le pacifisme de Chamberlain est avant tout une parade contre le coup de poignard dans le dos que lui réserve l'oncle Sam.

Ainsi, dans la rivalité des « démocraties » et du « triangle », s'intègrent les rivalités intérieures non moins après des démocraties impérialistes et du triangle impérialiste. Il ne faut jamais oublier cela si l'on veut comprendre le jeu de tous ces brigands.

A noter la place effacée que joue l'U.R.S.S. à travers tous ces événements qui l'intéressent pourtant au plus haut point : c'est le signe incontestable de l'immense faiblesse où le stalinisme l'a conduite.

Il est encore impossible de préciser quelles vont être les conséquences immédiates pour la résistance chinoise, de la prise d'Hankéou et de Canton : Le prolétariat chinois semble décidé à continuer ardemment la lutte contre l'impérialisme nippon; il fait bien. La solidarité prolétarienne doit s'organiser pour aider dans sa volonté d'émancipation nationale, ce peuple sem-

Le Front populaire prépare la reddition à Franco

LA guerre civile d'Espagne va passer de nouveau au premier plan des problèmes mondiaux. Les « quatre » sont en plein travail, à la recherche d'un compromis ne présentant pas trop de risques — qui puisse résoudre, au bénéfice du capitalisme, de « l'ordre et de la paix de l'Europe », l'épineuse question espagnole.

Encouragée par cette politique de capitulation et de trahisons des Fronts populaires, qui sont inspirés par le stalinisme et le réformisme, l'Angleterre passe à l'offensive : elle fait savoir qu'elle est plus que jamais décidée à assurer la « victoire de Franco ».



L'opinion sérieuse d'un grand homme

JE suis un fils du peuple, déclara Maurice Thorez. J'en suis un autre, rétorqua Daladier. D'autres personnages n'invoquent pas une telle caution, mais n'en cherchent pas moins à passer pour des oracles ou à continuer de jouer le rôle de grand homme.

Les anars prétendent déroger au culte des idoles : chez eux, « ni Dieu ni maître ». Malgré cela, je ne vous conseille pas d'égayer la renommée de Sébastien Faure. Rappeler une petite collusion avec Malvy pendant la guerre, c'est le comble de l'abomination ; mentionner qu'il vient d'assister au banquet de « Syndicats », avec des Déat, Frossard, Sellier, Roche, c'est se conduire comme un saligaud. Et surtout, ne vous avisez pas de relever son article du « Libérateur » du 3 novembre.

« Il convient d'affirmer — et sur ce point l'opinion est unanime — que les accords de Munich n'ont apporté que des modifications fort légères à la situation internationale. »

Si vous n'êtes pas de l'avis de Sébastien Faure, et de l'opinion unanime réunis, si vous jugez que seule une vieille pantoufle a pu penser ainsi, c'est que vous n'êtes qu'un sale politicien.

colonial contre les impérialismes pillards, en tête desquels se place aujourd'hui l'impérialisme nippon.

Pour être efficace, la résistance du prolétariat chinois doit cependant s'orienter chaque jour plus résolument dans la voie révolutionnaire.

Nous avons montré (« La Commune », 4 novembre 1938), comment les alliances de classe genre Frente Popular ou Kuomintang favorisent la trahison du prolétariat en plaçant celui-ci sous la dépendance et le contrôle complet d'ennemis de classe (qu'ils s'appellent Daladier, Negrin ou Tchang Kai Chek). Nous répétons que le prolétariat chinois doit, pour vaincre, créer à travers la lutte contre Tokio ses propres organisations de contrôle et de pouvoir : les Soviets, ne pas s'en remettre à Tchang Kai Chek, au nom du faux slogan « vaincre Tokio d'abord », mais viser au contraire à liquider l'impérialisme envahisseur et son ennemi intérieur : la jeune bourgeoisie chinoise. Cette lutte sur deux fronts est évidemment difficile à mener : c'est là qu'apparaît le rôle décisif du Parti de l'Internationale révolutionnaire, capable de résoudre les contradictions apparentes, de conduire à la victoire.

Ce parti n'existe pas encore en Chine où l'influence stalinienne demeure malheureusement assez forte pour gêner son développement.

Le noyau bolchevik-léniniste y est très faible.

Bien qu'il n'existe pas de clauses se référant au problème espagnol dans le pacte anglo-italien, il est certain que sa mise en vigueur ne tardera pas à être suivie par la reconnaissance du droit de belligérance à Franco. Cette reconnaissance signifie donner au fascisme les moyens pour é-

ver un blocus terrible et affamer encore plus les huit ou neuf millions d'habitants du territoire républicain, afin d'assurer plus vite la victoire de Franco.

En Angleterre, l'application du pacte anglo-italien a été votée aussi bien à la Chambre des Communes qu'à celle des Lords, avec tout le respect des règles « démocratiques », sans une ombre d'opposition extraparlamentaire « au désir exprimé souvent par Mussolini qui veut la victoire de Franco ». L'opposition libérale et travailliste s'est effondrée lamentablement.

Le voyage en France du chef du gouvernement anglais Chamberlain et du ministre Halifax n'est pas étranger aux tractations en cours des « quatre », afin de régler le problème d'Espagne et de dissiper chez l'impérialisme français ses « indé-

clisions ». Si l'on tient compte de tous ces éléments, de l'orientation du gouvernement Negrin qui « veut la paix entre Espagnols », et de l'acceptation du retrait des brigades internationales, de la part du stalinisme et de la social-démocratie, pour laisser les Espagnols régler leurs comptes entre eux, on peut comprendre la chaîne de trahisons et la façon dont se prépare la victoire du fascisme en Espagne.

Après tous ces faits, les « protestations » de « L'Humanité », du « Populaire », de « La Vanguardia », de la « Solidaridad Obrera », etc., de tous les traités des deux Internationales Jaunes de Zurich et de Moscou, ne réussiront même plus à masquer leur duplicité et la politique de capitulations des Fronts populaires antifascistes devant l'impérialisme fasciste et démocratique.

Sur le plan militaire, les choses ne vont pas autrement que la « diplomatie et la politique » des Fronts populaires.

Les traîtres d'Irun, Mallorca, Malaga, Bilbao, Santander, ceux qui ont livré les Asturies au



fascisme, afin d'écraser le prolétariat révolutionnaire, ceux qui ont ouvert le front du Haut-Aragon aux hordes fascistes, les Pozas, Villalba, Asensio, Rojo, Modesto de l'Etat-major militaire et les chefs politiques Prieto, Negrin, Diaz, Garcia Oliver, sont les mêmes qui préparent actuellement de nouvelles défaites et trahisons, et la « paix » entre les Espagnols, après avoir étranglé la révolution.

Après une longue résistance, le front de l'Ebre cède devant le fascisme, comme on pouvait le prévoir. Tel est le résultat de calculs tactiques et stratégiques d'un état-major d'incapables et de traîtres, et la conséquence de la politique du Front populaire.

Les cris impotents des Cachin, Pasionaria, des socialistes Zyromski, Blum, et des anarchistes Frémont, Sébastien Faure, pour « l'aide aux enfants d'Espagne », etc., (destinée aux gardes civils, à la bureaucratie, au Guépéou, à tous les assassins de Tosca, Wolf, Nin, Landau), ne pourront pas cacher leur cynisme et leur banqueroute politique.

Cette politique ANTI-OUVRIERE S'EST ILLUSTREE au « PROCES » DE BARCELONE, dans le verdict de classe contre les militants révolutionnaires du P.O.U.M.

Les dirigeants de l'Union anarchiste, la S.I.A., les Amis de la C.N.T. - F.A.I., qui portaient les mêmes responsabilités que Negrin et le Guépéou, essayent encore de faire diversion avec « Kronstadt » sur les événements d'Espagne ; ils demandent une amnistie pour les condamnés du « procès » de Barcelone, mais se taisent sur la dissolution du P.O.U.M. et de sa Jeunesse Communiste Ibérique.

La lutte pour les emprisonnés d'Espagne, n'est pas une lutte pour une amnistie, mais pour leur libération. Elle doit se faire sur la base d'un front unique prolétarien, contre la contre-révolution de Barcelone. Le contre-procès doit constituer une réponse prolétarienne ; cette réponse peut avoir une grande portée politique, à condition qu'il ne soit pas fait de concessions aux bourgeois ni à leurs complices.

URSS 1938

Supplément à « la Commune »

VINGT ET UN ANS APRÈS L'OCTOBRE ROUGE

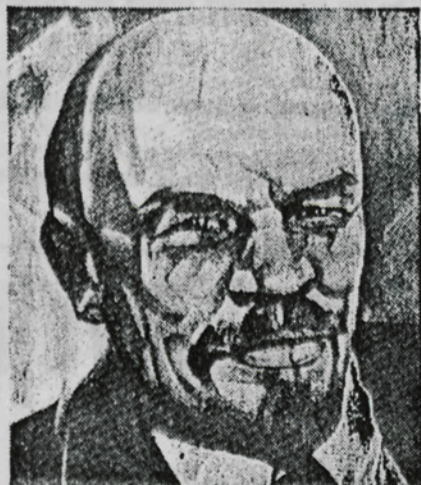
VINGT-ET-UNE années nous séparent du jour où, pour la première fois dans le monde, les ouvriers, les paysans et les soldats prenaient le pouvoir sur un territoire couvrant le sixième du globe. L'usine était à l'ouvrier ; la terre au paysan ; les nations opprimées étaient libérées ; la paix était proposée au monde qui, depuis quarante mois, se massacrait sauvagement.

Vingt-et-une années depuis le jour où, sous la direction du Parti bolchevik guidé par Lénine et Trotsky, le prolétariat et les masses travailleuses de Russie repoussèrent le régime capitaliste et dressèrent victorieusement le drapeau rouge.

Octobre 1917. Dès les premiers jours du pouvoir des Soviets, le monde capitaliste se coalisa pour l'écraser. A l'intérieur, toutes les forces de réaction suscitérent révoltes sur révoltes, soulèvements après soulèvements, exploitèrent tous les mécontentements et toutes les difficultés. Elles étaient stipendiées par les puissances capitalistes grandes et petites, qui entourèrent l'Union Soviétique d'un « fil de fer barbelé » et tentèrent d'écraser la Révolution par l'intervention armée. La Révolution désagréa, par la propagande révolutionnaire, les armées capitalistes, écrasa les troupes blanches. Dans une guerre civile acharnée, la Révolution triompha.

Mais l'Union Soviétique resta isolée. Dans le reste du monde, le prolétariat avait été battu. De nouvelles dispositions devaient être prises pour permettre à l'Union Soviétique d'attendre une reprise de la montée révolutionnaire dans le monde. Et ce fut la NEP, c'est-à-dire avant tout le rétablissement du marché intérieur.

Dans cette situation, d'importants changements se produisirent. Le prolétariat soviétique avait été saigné à blanc. Le poids de la bureaucratie d'Etat, du parti, des syndicats, des trusts augmenta par rapport à celui du prolétariat. Le parti lui-même, dans une partie de ses cadres dirigeants, se transforma sous la pression des événements. Ils glissèrent d'idéologie. Ils perdirent confiance dans la révolution prolétarienne et songèrent à « stabiliser » la révolution. Ils commencèrent à attaquer Trotsky et la théorie de la révolution permanente ; ils construisirent la théorie du « socialisme dans un seul pays ».



Depuis 1923, de nombreuses luttes se produisirent en U.R.S.S., en même temps que, sous la pression des forces libérées par la révolution d'octobre, l'U.R.S.S. se lançait sur la voie d'une industrialisation considérable et d'une collectivisation de l'agriculture. Si rapide qu'il été le développement de l'U.R.S.S., celle-ci restait encore très en retard par rapport à l'économie des pays capitalistes les plus développés. Cette circonstance entraîna la bureaucratie dirigeante vers un système politique qui élimina d'abord totalement toute démocratie soviétique, qui aboutit ensuite à une concentration de plus en plus grande du pouvoir dans les mains d'une clique dirigée par Staline.

Une série de crises marquées par l'exclusion du parti bolchevik de son aile gauche (au 10^e anniversaire), puis de son aile droite (en 1929), était accompagnée de tournants politiques tant pour l'intérieur de l'U.R.S.S. que pour l'extérieur, les partis et l'Internationale communiste ayant été transformés en instruments du pouvoir soviétique. Seule l'opposition de gauche, avec Trotsky, mena pendant toutes ces années une lutte conséquente contre la dégénérescence de la Révolution, maintenant intacte la doctrine léniniste, l'enrichissant sur les expériences grandioses de la Révolution chinoise, de la grève générale anglaise, de l'écroulement de la république de Weimar.

Le triomphe de Hitler en Allemagne était le résultat direct de la théorie de Staline sur le « social-fascisme ». Staline, après un effort vain de quelques mois pour conserver de bonnes relations avec l'Allemagne fasciste, fit un tournant à 180° : il chercha une alliance avec les « démocraties » ; il engagea les partis communistes dans la réalisation du « Front populaire » ; il fit entrer l'Union soviétique dans la S.D.N.

Cette politique accentua toutes les contradictions internes ; la clique stalinienne pouvait de moins en moins tolérer, non pas une opposition, mais d'anciens opposants, ou même ceux qui, appartenant à la bureaucratie, pouvaient constituer des éléments d'une opposition ultérieure.

Les déportations, les camps de concentration, les isolateurs de Sibérie, cela ne pouvait suffire. Ce furent les procès de Moscou, procès publics ou procès à huis-clos et aussi les exécutions sommaires. La contre-révolution stalinienne accusait ceux qu'elle devait exterminer de toutes sortes de crimes : contre-révolution, sabotage, concussions, etc... Mais tous ces crimes étaient couverts par le crime suprême : la liaison avec la Gestapo, par l'intermédiaire de ou en complicité avec Trotsky.

Staline faisait accumuler les faux pour « prouver » sa thèse ; il faisait exécuter les faussaires maladroits et exigeait des faux mieux fabriqués. Il voulait des aveux de plus en plus extraordinaires. Et ainsi tombèrent des milliers, des dizaines de milliers d'hommes dont certains ont occupé les plus hauts postes du parti, du gouvernement, de l'armée, de la diplomatie, de la police.

Zinoviev, premier président de P.C. ;

Kamenev, adjoint de Lénine au Conseil des Commissaires du Peuple ;

Boukharine, successeur de Zinoviev à la présidence de P.C. ;

Rykov, président du Conseil des Commissaires du Peuple ;

Toukhatchevsky, le véritable chef militaire de l'Armée rouge ;

Tomsky, secrétaire des Syndicats se suicida. Krestinsky, ambassadeur en Allemagne, fut exécuté. Jagoda, chef du Guépéou, exécuté.

Mais cette montagne de crimes ne donna à Staline aucune force. Tout au contraire. L'Armée rouge, décapitée de ses meilleurs chefs, était incapable d'intervenir. Dans la crise de septembre 1938, l'U.R.S.S. dut se taire. C'était le second grand service que Staline rendit à Hitler.

Et maintenant, c'est un nouveau tournant que Staline veut tenter. Une note officielle du « Temps » l'a annoncé : recherche d'un accord avec Hitler, nouveau procès visant les trotskystes français. Déjà le maréchal Blucher a disparu de la circulation.

L'accusation d'agent de la Gestapo que Staline lança contre tous ceux qu'il voulait détruire, cette accusation infâme, elle l'éclabousse aujourd'hui ; tout permet d'avoir la certitude de son échec. Les contradictions en U.R.S.S. vont maintenant être concentrées à une tension extraordinaire. Jusqu'à quand ?

Vingt-et-un ans ! Nous avons vu passer les premiers anniversaires, pénibles, périlleux, mais dans une atmosphère de santé et de vigueur pour la révolution prolétarienne. A chacun des derniers anniversaires que nous venons de connaître, les questions se sont posées pour nous : jusqu'où glissera la révolution, vers quel abîme Staline mène-t-il l'Union soviétique, comment la situation se dénouera-t-elle ? Tragique est le sort de cette révolution qui éveilla des espoirs pas encore éteints dans l'humanité tout entière. L'expérience n'est ni perdue ni terminée. Dans des difficultés innombrables, autour du drapeau de la IV^e Internationale, de nouvelles journées d'Octobre triompheront.



DIX JOURS qui ébranlèrent le monde

A chaque anniversaire, le stalinisme ajoute quelques mensonges nouveaux à l'histoire de la Révolution d'Octobre. Nous publions ici quelques passages d'un livre dont Lénine, dans sa préface, affirma la véracité. John Reed, journaliste révolutionnaire américain, qui devait mourir au service de la Révolution russe, écrivit : « Dix jours qui ébranlèrent le monde » peu après Octobre. La censure stalinienne a passé dessus plusieurs fois, elle n'est arrivée ni à supprimer le nom de Trotsky, ni à introduire le nom de Staline. Aussi ce livre est-il désormais dissimulé par les larbins de la bureaucratie de Moscou.

La tempête approche

D'UN côté, la presse monarchiste poussait à la répression sanglante, de l'autre, la puissante voix de Lénine proclamait : « C'est l'heure de l'insurrection ! Il ne faut plus attendre. »

Parmi les intellectuels, seuls Lénine et Trotsky étaient pour l'insurrection. Même les militaires y étaient opposés. On vota. L'insurrection fut battue.

Alors un ouvrier se leva, le visage crispé de fureur : Je parle au nom du prolétariat de Pétrograd, dit-il avec rudesse. Nous sommes pour l'insurrection. Faites comme vous voudrez, mais je vous déclare que si vous laissez écraser les Soviets, vous êtes FINIS pour nous.

Quelques soldats se joignirent à lui... On remit l'insurrection aux voix, elle triompha.

Le grand soir

Le 30 octobre, je me rendis auprès de Trotsky qui m'avait donné rendez-vous dans une petite pièce, sous les combles de l'Institut Smolny... Puis passant à la politique étrangère du nouveau gouvernement :

— Notre premier acte sera l'armistice immédiat sur tous les fronts et une conférence des peuples pour discuter les termes d'une paix démocratique. La paix que nous obtiendrons sera d'autant plus démocratique que l'esprit révolutionnaire sera plus éveillé en Europe. Si nous établissons ici le gouvernement des Soviets, ce sera un facteur puissant de la paix immédiate en Europe, car ce gouvernement s'adressera directement, sans intermédiaire, à tous les peuples, par-dessus la tête des gouvernements, pour leur proposer un armistice. Dans la conclusion de la paix, la Russie révolutionnaire aura comme principes directeurs : pas d'annexion, pas d'indemnité, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, création de la République fédérative européenne.

La conquête du pouvoir

Le 27 novembre, un Comité de Cosaques se présenta à Smolny pour voir Trotsky et Lénine. Ils demandèrent s'il était vrai que le gouvernement soviétique n'avait pas l'intention de distribuer les terres cosaques aux paysans de la grande Russie.

— Non, répondit Trotsky.

Les Cosaques délibérèrent.

— Bien, dirent-ils, est-ce que le Gouvernement soviétique a l'intention de confisquer les terres des grands propriétaires cosaques et de les répartir parmi les travailleurs cosaques ?

Lénine répondit :

— Cela c'est à vous-mêmes de le faire. Nous soutiendrons les travailleurs cosaques dans toutes leurs entreprises. La meilleure méthode est que vous commenciez par constituer des Soviets cosaques. Vous pourrez alors être représentés au TSIK et le Gouvernement soviétique deviendra ainsi le vôtre.

Le congrès paysan

Après, ce fut Trotsky, plein de feu :

— Je vous souhaite la bienvenue, camarades ! Vous êtes ici, non les invités, mais les maîtres de cette maison, dans laquelle bat le cœur de la Révolution. La volonté de millions d'ouvriers est concentrée dans cette salle. Désormais, la terre de Russie ne connaît plus qu'un maître, la grande union des ouvriers, des soldats, des paysans... Puis, sur un ton mordant et sarcastique, il parla des diplomates alliés jusqu'ici dédaigneux de la proposition d'armistice russe, qu'avaient acceptée les puissances centrales.

— Aujourd'hui naît une humanité nouvelle. Dans cette salle nous jurons aux ouvriers de tous les pays de rester sans faiblir à notre poste révolutionnaire. Si nous succombons, ce sera en défendant notre étendard...



OCTOBRE 1917 LA RÉVOLUTION

Décembre 1917 : Décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'éligibilité du commandement dans l'Armée Rouge, suppression des grades et médailles.

1919 : Révolte des marins de la Mer Noire fraternisant avec les Soviets.

« Nous avons misé sur la Révolution mondiale » (Lénine, 1919).

Le gouvernement soviétique, dirigé par Lénine met fin à la guerre en signant le traité de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand.

Les capitalistes des pays de l'Entente, leurs domestiques socialistes, orient à la trahison. Les soldats, dans les tranchées, y trouvent la voie de leur libération.

Tous les hauts fonctionnaires du tsarisme sont destitués de leurs postes. L'État ouvrier cherche à constituer de nouveaux cadres. La révolution produit des hommes valeureux dont un certain nombre va servir plus tard d'instruments à la bureaucratisation du régime.

Toute la presse bourgeoise donne de la gueule contre les dirigeants de la Révolution d'Octobre : Lénine, Trotsky. Elle répand contre eux l'accusation « d'agents de l'Allemagne et du Kaiser » ; elle rencontre des alliés dans les rangs social-démocrates. Les gouvernements capitalistes reconnaissent les gouvernements de généraux blancs, sont tous partisans de l'« intervention ». En revanche, la Révolution russe intervenait aux côtés de tous les peuples et travailleurs opprimés, luttant pour leur émancipation.

La Révolution russe DONNAIT des armes aux peuples en lutte contre l'impérialisme mondial.

Les plus hauts traitements ramenés au salaire d'un ouvrier qualifié, la vie en commun de Lénine et Trotsky avec les combattants d'Octobre, voilà l'exemple des premiers bolcheviks.

Le pouvoir soviétique jette en défi au monde capitaliste la tête du Tzar, bourreau de millions d'exploités d'Europe et d'Asie.

La législation soviétique émancipe la femme. Elle lui accorde le droit à l'avortement. Elle simplifie la procédure de divorce, accordé sur demande d'un des époux. La législation soviétique dépasse les législations bourgeoises les plus hardies.

Par décret du 6 mars 1920 est supprimé l'emprisonnement pour les délinquants mineurs.

Après l'expropriation des biens de l'Eglise, l'abolition des privilèges et l'obligation du travail aux popes, le Conseil des Commissaires du peuple fait graver sur tous les monuments du culte : « La Religion est l'opium du peuple ».

Sauf les fidèles laquais du tsarisme et du capitalisme, les écrivains et artistes continuent de produire pendant la Révolution, abordant librement tous les sujets. Période de développement d'un art et d'une littérature révolutionnaires, prélude du développement de la culture dans une société socialiste.

Les plus grandes difficultés du pouvoir soviétique sont discutées ouvertement dans le parti bolchevik et par les masses dans les Soviets.

La Révolution utilisait les techniciens, industriels et militaires de l'ancien régime, elle les contrôlait implacablement. Les Broussitov et les Toukhatchevsky servent à édifier l'armée rouge sous la surveillance des commissaires bolcheviks.

Dans les années difficiles de la Révolution, les bolcheviks sauvent la vie de révolutionnaires emprisonnés dans les bagnes capitalistes en les échangeant contre des ressortissants de ces Etats capitalistes emprisonnés en Russie.

Dans les Soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats, tous les courants du mouvement ouvrier s'affrontent librement.

C'est ainsi que les bolcheviks parviennent à gagner la confiance de la classe ouvrière et à l'entraîner à la prise du pouvoir.

Le stalinisme, c'est la syph

OCTOBRE 1938 ON TRAHIE



Octobre 1935 : Rétablissement des grades dans l'armée. Nomination de cinq maréchaux.

1935 : M. Staline comprend et approuve les mesures de défense nationale de la France.

« L'U.R.S.S. n'a jamais eu l'intention de faire une révolution universelle » (Staline, 1936).

Dans la presse soviétique, Staline dénonce Trotsky pour avoir signé la paix de Brest-Litovsk. Dans les pays « alliés » de l'U.R.S.S., les domestiques de Staline parlent de la gloire et de la fierté d'être soldat, des principes de 89 à défendre... tout comme les social-démocrates en août 1914.

Le gouvernement soviétique fusille les cadres privilégiés issus de la Révolution et les remplace par d'anciens émigrés. Le général Kork, fusillé, est remplacé par l'attaché militaire du tsar en France, Ignatiev, qui entre en Russie plus de vingt ans après l'avoir quittée.

Au XX^e Anniversaire, la bourgeoisie célèbre Staline pour s'être débarrassé « d'une façon radicale »... des « brillards et des neurasthéniques de gauche » (« Le Temps », 7 novemb. 1937.) Le gouvernement soviétique reprend et amplifie la calomnie contre les bolcheviks « agents de l'Allemagne ». Il palabre à Londres sur la non-intervention mais intervient en Espagne pour rétablir la propriété capitaliste, en assassinant les militants et en aidant la bourgeoisie de gauche à écraser les prolétaires révolutionnaires.

La contre-révolution stalinienne a VENDU, et non donné, des armes à la bourgeoisie de gauche espagnole, imposant l'écrasement des révolutionnaires prolétaires de ce pays.

Les « attendus » de l'arrestation de Yagoda, bras droit de Staline pendant dix ans, révèlent « 70 millions de roubles de détournement, une noce crapuleuse ».

Le pouvoir stalinien envoie son ambassadeur à Londres aux cérémonies du couronnement du bourreau de millions d'exploités des cinq parties du globe.

Modification de la législation soviétique. Suppression du droit à l'avortement. Divorces enregistrés qu'avec le consentement des deux époux. La législation soviétique se met au niveau des législations bourgeoises, et même en deçà de certaines.

1936 : La peine de mort est applicable à partir de l'âge de 12 ans.

« Les services religieux de la Pâque russe à Moscou ont attiré autant, sinon plus, de monde que d'habitude, et la proportion de jeunes gens dans la foule était très sensible. De plus, des galopins malintentionnés, qui, dans certains cas, essayèrent de troubler de cris ou de bousculades l'ordonnance des cérémonies, furent proprement remis par les fidèles aux mains de la police et conduits au poste le plus voisin. » « Le Temps », 14 avril 1936.

Ecrivains et artistes ne peuvent traiter que des sujets « dans la ligne » du jour. Leur existence est liée à celle de cliques bureaucratiques. Une transformation dans le Guépéou entraîne un bouleversement des « valeurs » artistiques. Art et littérature de décadence, produits d'une période de terreur policière.

Les travailleurs doivent subir leur exploitation en silence. Ceux qui les exploitent, bureaucratiques, militaires, etc..., se combattent dans la nuit et règlent leurs différends sur le dos des ouvriers. Toukhatchevsky, hier maréchal, devient un conspirateur qui se reconnaît coupable de tous les crimes et de toutes les infamies : fusillé !

A l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le gouvernement stalinien n'ouvre les frontières de l'U.R.S.S. qu'à un nombre restreint de bureaucrates absolument soumis.

Aujourd'hui, Staline arrête ceux qu'il avait laissé rentrer en U.R.S.S. Il fait fusiller la plupart des dirigeants des partis communistes illégaux. Le P.C. polonais est dissous.

La bureaucratie stalinienne a détruit le Parti et toutes les organisations vivantes du prolétariat. Elle a supprimé les soviets et les a remplacés par des institutions calquées sur les démocraties bourgeoises. Elle organise des votes unanimes plébiscitaires comme Hitler en Allemagne. Mais cette politique conduit à la désagrégation même de l'appareil stalinien. Les tendances bourgeoises et les tendances révolutionnaires s'affronteront à nouveau.

L'URSS et les nationalités

IL est un point sur lequel la politique de la clique stalinienne a et aura des conséquences d'une ampleur formidable, c'est celui des nationalités nationales. Le stalinisme a tout brouillé, a tout faussé, et cela se ressent même dans l'avant-garde révolutionnaire ; pourtant, la position de Lénine sur cette question ne présente aucune équivoque.

Il y a quelques jours, Blum a publié un article dans lequel il déclare que la libre disposition des peuples n'est pas pour lui un principe ; il veut tenir compte de la stabilité des Etats et d'autres considérations, toutes étrangères à la révolution prolétarienne. Il ne fait que répéter en plus plat ce qui était la ligne directrice de la social-démocratie de l'Autriche impériale et royale d'avant 1914 : elle était pour la libre disposition des peuples hongrois, tchèques, slovaques, etc... au service de l'Autriche, au nom de la stabilité de l'Autriche-Hongrie.

Pour Lénine, pour les bolcheviks, ce fut au contraire un principe de pousser la démocratie jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, et notamment en ce qui concerne le droit des nations et des nationalités à disposer d'elles-mêmes. En 1917, les bolcheviks à la tête de la Révolution d'Octobre libèrent tous les peuples opprimés du joug tsariste et laissèrent chaque nation statuer sur son propre sort.

A cette époque, même parmi les révolutionnaires, il y eut des oppositions à une politique si catégorique. Rosa Luxembourg notamment objectait que les bolcheviks laissèrent ainsi se constituer autour de la Révolution russe une série de bastions réactionnaires (Finlande, Pologne, Etats baltes...). Mais les bolcheviks montrèrent que la révolution n'aurait pas pu triompher si elle avait voulu conserver l'ancienne structure géographique de l'Empire tsariste : la politique de libération des nationalités avait certaines conséquences faucheuses, mais il fallait comprendre qu'elle était vitale pour la révolution.

Un des appuis les plus puissants que suscita la Révolution d'Octobre, ce fut le soulèvement des peuples opprimés du monde entier, en premier lieu d'Asie centrale et d'Asie mineure. En 1920, un Congrès à Bakou réunissait les délégués des nationalités les plus diverses, en lutte contre l'impérialisme.

La Révolution d'Octobre donna naissance à une Fédération de républiques soviétiques dont chacune gardait le droit d'en sortir par sa propre volonté. Cette structure fédérale, en assurant à chaque nation la possibilité d'un développement sans entrave, donna à l'U.R.S.S. une cohésion formidable.

Le triomphe du stalinisme a passé sur tout cela. Le système totalitaire de la bureaucratie ne peut permettre aucune tendance centrifuge. Et quel plus grand danger pour elle que les tendances particularistes régionales ou nationales ? Formellement, l'U.R.S.S. reste une Fédération. Pratiquement, Staline a fait, en deux ans, fusiller tous les cadres issus des nations libérées par la Révolution. Tous les Présidents des républiques soviétiques, tous les chefs de leurs Gouvernements, ont été exécutés comme « agents du fascisme » et remplacés par des agents du Guépéou. Staline veut ainsi étouffer les mouvements séparatistes.

S'il n'est pas en son pouvoir d'y parvenir, par contre sa politique pousse inévitablement les éléments les plus réactionnaires de ces mouvements à chercher un appui autre part que dans la classe ouvrière. Et l'on assiste à ce fait que c'est l'impérialisme sous sa forme la plus féroce, la plus totalitaire, c'est le fascisme, qui déploie démagogiquement le drapeau du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Pour dépecer l'U.R.S.S., pour étendre son influence en Ukraine, l'impérialisme allemand se fait le champion des nations opprimées. La politique de Staline ne supprime pas les « agents de la Gestapo », elle fait le terrain aux intrigues de la Gestapo.

L'avant-garde révolutionnaire se refusera à faire la moindre réserve sur la libre disposition des nationalités. Ce n'est pas ce principe qui a livré à Hitler hier les Allemands des Sudètes, et menace demain l'Ukraine. C'est son abandon qui sert la cause du fascisme, qui demain permettrait à celui-ci de tourner les peuples opprimés contre la révolution prolétarienne. Des millions d'hommes, la majorité de l'humanité en Asie, en Afrique, en Indonésie, aspirent à la réalisation de ce principe. C'est la révolution prolétarienne seule qui peut l'assurer.

ilis du mouvement ouvrier

Le 21^e anniversaire de l'Union Soviétique selon Tartufe-Cachin

DANS la page des « Aventures de Félix-le-Chat », de l'escrime, des robes de : soir, dîner, jour, matin, après-midi, à côté des cours de Bourse, des patrons (de couture), de placards pour la défense et la Loterie nationales et, au-dessous de « Les vaches doivent respecter... la police des chemins de fer », le vieux tambour Marcel Cachin a couché, dans son « Humanité », ces jours derniers, un récit de ses deux voyages en Russie en 1917 et 1920.

Comme les contorsions de ce polichinelle sénile et stalinisé ont dû réjouir, s'il l'ont lu, ses vieux complices encore en vie et retrouvés : les Frossard, Paul Faure, Lebas, Laval, Jouhaux...

Et combien les braves P.C.D., Hache, sont loin de soupçonner les trésors de fourberie journalistique d'un petit bourgeois politicien bon à tout faire, tel que le vénéré sénateur de la Seine !

Toutes les choses qu'il cache dans les cinq articles déjà parus, depuis « l'effondrement du régime tsariste » jusqu'aux « pourparlers pour l'admission à l'Internationale communiste », aussi bien que celles qu'il relate dans un besoin de sa propre justification, et même certains traits exacts qui échappent de sa plume, tout, tout est accusation contre les palinodies de ce vieux et cynique renégat.

Soulevez seulement cette écaille : « L'idée vint d'envoyer sur la place des députés socialistes pour renseigner la Chambre. Je fus désigné par la Commission des Affaires étrangères pour me joindre à Lafont et à Moutet. Le groupe socialiste parlementaire tout entier confirma notre délégation. » La vérité qu'il cache là, la voici : Inquiet pour le moral et la ténacité guerrière de l'armée tsariste qui se décomposait, M. Poincaré chargea ses amis personnels, Albert Thomas et Marcel Cachin (1), à qui il adjoignait Moutet et Lafont, d'aller là-bas soutenir Kerenski, lui promettre toute l'aide possible des impérialistes français, et surtout, grâce à leur étiquette de socialistes, essayer de remettre en marche vers le front les soldats russes qui le désertaient en masses.

C'étaient Albert Thomas et Cachin, le premier carnassier tranquille et l'autre frénétique, que le Poincaré-du-rire-dans-les-cimetières chargeait d'aller boucher les issues pour empêcher les prolétaires russes d'échapper à l'abattoir où trois millions des leurs avaient déjà crevé.

Ceux qui lisent la cachinade sur ces épisodes, mais qui eussent connu l'histoire, auraient mieux compris les discours dans des meetings avec les officiers tsaristes, et les conciliabules qui suivaient et cette suprême supercherie du plumitif bourgeois Cachin lorsqu'il parle « d'obliger les socialistes majoritaires allemands à se désolidariser d'avec le Kaiser et pour qu'ils appellent le peuple allemand lui-même à la révolte contre son impérialisme ».

Aux représentants des comités d'ouvriers et de soldats déclarant être désormais plus préoccupés de sauver leur Révolution que de prolonger la guerre, le Cachin avoue leur avoir rétorqué : « Mais tout de même nous étions encore en guerre, et le militarisme allemand demeurait très menaçant. Nous recherchions avec eux le moyen d'en finir au plus tôt, à la fois avec la guerre et avec la menace d'esclavage que déjà l'impérialisme allemand faisait peser sur le monde ».

On peut voir que le social-impérialiste n'a pas changé.

Et ainsi, pour laver les Longuet et Cie des jugements sur eux, de même que sur les Cachin et autres « chargés de missions de l'impérialisme », portés par Lénine, dans ses « Lettres aux ouvriers français » de 1919-20. Pas plus qu'un Cachin n'aura garde de rappeler ses articles anti-bolcheviks au cours de la prise du pouvoir en octobre 1917 et de la paix de Brest-Litovsk, où il écrivait : « Grâce à Lénine et Trotsky, on va illuminer à Berlin ! ».

Toute la « relation » de l'ancien homme de confiance des jusqu'aboutistes de 1914 et d'aujourd'hui sur la même déformation, empreinte, recouverte de la même phraséologie national-pacifiste des pires racornis dans la trahison des masses ouvrières dont ils sont à leur façon les bouchers les plus vils et hypocrites, ceux qui se masquent et se drapent sous les plis de la Révolution d'Octobre à l'occasion de son 21^e anniversaire.

(1) Deux ans auparavant, il l'avait chargé de porter de l'argent à Mussolini.

Pour une organisation des artistes et écrivains révolutionnaires

Un manifeste a été lancé par l'écrivain André Breton et le peintre Diego Rivera pour la création d'une « Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant ». Cette organisation ne se place sous le signe d'aucune école artistique déterminée, mais vise à grouper tous les écrivains et artistes pour lutter contre les persécutions réactionnaires. Le manifeste définit avec précision son attitude envers le stalinisme qu'il classe parmi les forces de réaction. Si les conditions dans lesquelles ils agissent ne permettent pas aux militants d'accorder assez de place au domaine de l'art, ils n'en sous-estiment pas pour cela les efforts que peuvent y déployer les écrivains et artistes révolutionnaires. C'est pourquoi « La Commune », en invitant ceux que concerne ce manifeste à y envoyer leur adhésion, publie quelques extraits de celui-ci :

Or, le monde actuel nous oblige à constater la violation de plus en plus générale de ces lois, violation à laquelle répond nécessairement un avilissement de plus en plus manifeste, non seulement de l'œuvre d'art, mais encore de la personnalité « artistique ». Le fascisme hitlérien, après avoir éliminé d'Allemagne tous les artistes chez qui s'était exprimé, à quelque degré, l'amour de la liberté, ne fit-ce que formelle, a astreint ceux qui pouvaient encore consentir à tenir une plume ou un pinceau à se faire les valets du régime et à le célébrer par ordre, dans les limites extérieures de la pire convention. A la publicité près, il en a été de même en U.R.S.S., au cours de la période de fureuse réaction que voici parvenue à son apogée.

Il va sans dire que nous ne nous solidarisons pas un instant, quelle que soit sa fortune actuelle, avec le mot d'ordre : « Ni fascisme, ni communisme ! », qui répond à la nature du phillistin conservateur et effrayé, s'accrochant aux vestiges du passé « démocratique ». L'art véritable, c'est-à-dire celui qui ne se contente pas de variations sur des modèles tout faits mais s'efforce de donner une expression aux besoins intérieurs de l'homme et de l'humanité d'aujourd'hui, ne peut pas ne pas être révolutionnaire, c'est-à-dire ne pas aspirer à une reconstruction complète et radicale de la société, ne serait-ce que pour franchir la création intellectuelle des chaînes qui l'enlacent et permettre à toute l'humanité de s'élever à des hauteurs que seuls des génies isolés ont atteintes dans le passé. En même temps, nous reconnaissons que seule la révolution sociale peut frayer la voie à une nouvelle culture. Si, cependant, nous rejetons toute solidarité avec la caste actuellement dirigeante en U.R.S.S., c'est précisément parce qu'à nos yeux elle ne représente pas le communisme, mais en est l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux.



Le tout-à-l'égoût
de la « culture » stalinienne.

Sous l'influence du régime totalitaire de l'U.R.S.S. et par l'intermédiaire des organismes dits « culturels » qu'elle contrôle dans les autres pays, s'est étendu sur le monde entier un profond crépuscule hostile à l'émergence de toute espèce de valeur spirituelle. Crépuscule de boue et de sang dans lequel, déguisés en intellectuels et en artistes, trempent des hommes qui se sont fait de la servilité un ressort, du reniement de leurs propres principes un jeu pervers, du faux témoignage vénéral une habitude, et de l'apologie du crime une jouissance. L'art officiel de l'époque stalinienne reflète avec une cruauté sans exemple dans l'histoire leurs efforts dérisoires pour donner le change et masquer leur véritable rôle mercenaire.

L'idée que le jeune Marx s'était faite du rôle de l'écrivain exige, de nos jours, un rappel vigoureux. Il est clair que cette idée doit être étendue, sur le plan artistique et scientifique, aux diverses catégories de producteurs et de chercheurs. « L'écrivain », dit-il, doit naturellement gagner de l'argent pour « pouvoir vivre et écrire, mais il ne doit en aucun cas vivre et écrire pour gagner de l'argent... » L'écrivain ne considère aucunement ses travaux « comme un MOYEN. Ils sont des BUTS EN SOI. » Ils sont si peu un moyen pour lui-même et pour les autres qu'il sacrifie au besoin son existence « à leur existence... LA PREMIERE CONDITION « DE LA LIBERTE DE LA PRESSE CONSISTE A « NE PAS ETRE UN METIER ». Il est plus que jamais de circonstance de brandir cette déclaration contre ceux qui prétendent assujettir l'activité intellectuelle à des fins extérieures à elles-mêmes et, au mépris de toutes les déterminations historiques qui lui sont propres, régenter, en fonction de prétendues raisons d'Etat, les thèmes de l'art. Le libre choix de

ces thèmes et la non-restriction absolue en ce qui concerne le champ de son exploration constituent pour l'artiste un bien qu'il est en droit de revendiquer comme inaliénable. En matière de création artistique, il importe essentiellement que l'imagination échappe à toute contrainte, ne se laisse sous aucun prétexte imposer de filière. A ceux qui nous presseraient, que ce soit pour aujourd'hui ou pour demain, de consentir à ce que l'art soit soumis à une discipline que nous tenons pour radicalement incompatible avec ses moyens, nous opposons un refus sans appel et notre volonté de nous en tenir à la formule : TOUTE LICENCE EN ART.

Nous reconnaissons, bien entendu, à l'Etat révolutionnaire le droit de se défendre contre la réaction bourgeoise agressive, même lorsqu'elle se couvre du drapeau de la science ou de l'art. Mais entre ces mesures imposées et temporaires d'auto-défense révolutionnaire et la prétention d'exercer un commandement sur la création intellectuelle de la société, il y a un abîme.

Des milliers et des milliers de penseurs et d'artistes isolés, dont la voix est couverte par le tumulte odieux des falsificateurs enrégimentés, sont actuellement dispersés dans le monde. De nombreuses petites revues locales tentent de grouper autour d'elles des forces jeunes, qui cherchent des voies nouvelles, et non des subventions. Toute tendance progressive en art est flétrie par le fascisme comme une dégénérescence. Toute création libre est déclarée fasciste par les stalinistes. L'art révolutionnaire indépendant doit se rassembler pour la lutte contre les persécutions réactionnaires et proclamer hautement son droit à l'existence. Un tel rassemblement est le but de la FEDERATION INTERNATIONALE DE L'ART REVOLUTIONNAIRE INDEPENDANT (F.I.A.R.I.) que nous jugeons nécessaire de créer.

Nous n'avons nullement l'intention d'imposer chacune des idées contenues dans cet appel, que nous ne considérons nous-mêmes que comme un premier pas dans la nouvelle voie. A tous les représentants de l'art, à tous ses amis et défenseurs qui ne peuvent manquer de comprendre la nécessité du présent appel, nous demandons d'élever la voix immédiatement. Nous adressons la même injonction à toutes les publications indépendantes de gauche qui sont prêtes à prendre part à la création de la Fédération internationale et à l'examen de ses tâches et méthodes d'action.

Lorsqu'un premier contact international aura été établi par la presse et la correspondance, nous procéderons à l'organisation de modestes congrès locaux et nationaux. A l'étape suivante devra se réunir un congrès mondial qui consacrerait officiellement la fondation de la Fédération internationale.

Ce que nous voulons :

L'INDEPENDANCE DE L'ART POUR LA REVOLUTION !

LA REVOLUTION POUR LA LIBERATION DEFINITIVE DE L'ART !

André BRETON, Diego RIVERA.

Mexico, le 25 juillet 1938.

Adresses :

André Breton, 42, rue Fontaine, 42, Paris (France).

Diego Rivera, Palmas y Altavista, Villa Obregon,

Mexico, D.F. (Mexique).

Nouvelle adresse :

Notre nouveau siège (permanence de 18 heures 30 à 20 heures) :

49, fbg St Martin-Paris X

Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom _____

Adresse _____

souscrit un { 3 mois 8 fr.
Abonnement de { 6 mois 15 fr.
1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal
Bausch 1773-07, Paris

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
Le Gérant : BARRATIN.

LE COIN DU PROLO

NANTES



Lundi s'ouvre le Congrès de la C.G.T. Nous avons, dans notre numéro précédent, indiqué très longuement que ce Congrès marquerait très vraisemblablement une victoire bureaucratique des stalinien, que la parole révolutionnaire aurait certainement des difficultés énormes à s'y faire entendre, qu'aucune différence fondamentale n'existait sur les problèmes cruciaux de la guerre et de la lutte de classes entre les trois motions principales qui ont pris le départ pour Nantes.

Nous avons aussi ajouté qu'il n'y aurait pas de scission à Nantes. Cette semaine, des déclarations unitaires viennent de partout. Mais sur l'avenir, aucun des dirigeants syndicaux ne s'exprime. Ils savent qu'ils ne

Avant le congrès fédéral des métaux

Au début de décembre, la Fédération des Métaux va tenir un Congrès. Il est préparé comme toutes les circonscriptions entre quelques dirigeants, ceux qui sont du Confédération syndicale du même ordre. La lutte se fait parti communiste se préparant à évincer de leurs postes responsables ceux qui sont liés à « Syndicats ».

Quant à la base, elle n'a pas la possibilité de s'exprimer comme elle l'entend ; les militants des usines qui voudraient le faire se verraient accuser de toutes sortes de crimes.

Le rapport moral du secrétariat fédéral est satisfait dans son ensemble de la situation où se trouve la Fédération. Il y a bien les diminutions de salaires, les renvois, les 40 heures menacées. Mais qu'est-ce que cela ? Le nombre des cotisants serait, paraît-il, en augmentation ? Ou cela ? Le rapport moral signale dans un petit coin que certains petits syndicats de province ont disparu. Mais ailleurs, il y aurait des gains. On ne sait pas où. Les métallos parisiens savent que ce n'est pas leur syndicat qui a recruté. S'il n'y a pratiquement que très peu de pertes dans l'aviation et dans les grandes usines, par contre, combien de petites sous-sections syndicales sont mortes ou mourantes dans les 11^e, 12^e, 20^e arrondissements et dans la banlieue Est ?

Les deux « tendances » s'affrontent à la Commission exécutive de la Fédération. Mais la différence est assez minime au fond, même en ce qui concerne le plus gauche des syndicalistes purs, Lemire. A la séance du 24 septembre — le jour où furent appelés les échelons 2 et 3 — ils échangèrent les propos suivants :

Lemire. — ... Cette guerre serait encore une guerre capitaliste ; aussi je participerais non pas comme révolutionnaire, mais seulement comme soldat...

Gantier (stalinien). — ... Je suis un révolutionnaire ; oui, je me battrais avec le bourgeois pour empêcher le fascisme de s'implanter dans le pays, et nous pourrions, ayant maintenu nos libertés, nous expliquer avec notre propre bourgeoisie...

L'un et l'autre acceptent avec plus ou moins de résignation de se battre pour la bourgeoisie ; ni l'un ni l'autre ne cherchent à dire aux ouvriers quel est leur devoir de classe. Le bureaucratisme sévit tant et plus. La classe ouvrière aura quand même sa revanche.

Chez Messier (Montrouge)

Dans cette boîte qui fabrique des trains d'atterrissage, on doit employer des tourneurs qui sont des ouvriers de très haute qualification. Ceux-ci constituaient le pivot de la force ouvrière dans l'entreprise. Lorsque le syndicat parlait de refuser les 45 heures et l'application de la sentence Jacomet, les tourneurs furent les premiers à manifester. La direction répliqua par le renvoi de 40 tourneurs sur les 80 exploités dans l'usine.

Les autres manifestèrent : la direction acceptait, non de reprendre les 40 tourneurs, mais de les réembaucher comme nouveaux ouvriers dans l'usine. Aussi les 40 non licenciés décidèrent de prendre leur compte. Ils avaient de l'embauche en perspective chez des petits patrons, chez Gnome et Rhône également. Mais, à ce moment la solidarité patronale intervint et fit arrêter l'embauche.

Et Messier commença à reprendre un par un quelques tourneurs. Aujourd'hui il n'y en a que 18 qui travaillent.

Le Syndicat aurait, paraît-il, essayé de jouer sur les sentiments du patron ; votre attitude sert le fascisme, vous savez ce que celui-ci vous réservera à vous qui êtes juif. Mais les patrons sont avant tout des patrons.

Les tourneurs de chez Messier ont vu comment la direction syndicale les a lancés dans une bagarre, puis a capitulé sur les 45 heures. Après cela, ils comprendront que les « provocateurs », ce ne sont pas les militants révolutionnaires qui dénoncent la direction syndicale, mais cette direction elle-même.

peuvent ni enrayer la chute des effectifs ni empêcher les tendances centrifuges à se manifester sous la forme d'une « autonomie » de plus en plus accentuée de chaque organisme et de chaque bureaucratie ou clique syndicale. C'est avec une telle perspective que les militants révolutionnaires auront à travailler dans le domaine syndical.

A la veille du Congrès, on a pu lire, dans « la Lutte Ouvrière » un article pour le redressement de la C.G.T. Cela signifie-t-il qu'après avoir demandé pendant des mois un « Congrès extraordinaire » de la C.G.T., et qu'après avoir eu un tel Congrès, on va réclamer un autre Congrès plus extraordinaire encore ?

La tactique syndicale ne sera pas résolue par une formule simple. Dans chaque Fédération, dans chaque Syndicat, les problèmes se poseront d'une manière tout à fait différente. Rester avec le plus grand nombre et y propager le programme révolutionnaire, sera un des moyens de réaliser à nouveau et solidement cette fois, l'unité syndicale.

Mais, surtout, le problème essentiel sera de préconiser et de préparer les organisations de masse sur la base de l'exploitation : conseils d'entreprises, comités d'usines, quel que soit le nom dont on les désigne, qui permettront à la classe ouvrière de mener une large lutte contre l'offensive capitaliste, en dépit des rivalités de cliques syndicales et bureaucratiques de toute nature.



Après les conseils nationaux des P.T.T.

LES Conseils nationaux (fédéral et syndicaux) ont tenu récemment leurs assises. Les débats, généralement, servirent de prétexte à une lutte entre clan réformiste et clan stalinien, dont la pensée dominante était de substituer la lutte de places à la lutte de classes. De la situation désespérée de l'ensemble des travailleurs des P.T.T., il fut certes question — il ne pouvait en être autrement — mais ce chapitre permit une nouvelle fois de constater qu'au fond tous les bonzes ou aspirants bonzes réalisaient le plus parfait accord lorsqu'il s'agissait d'étouffer la combativité de la corporation.

Depuis l'avènement du Front populaire, depuis les Congrès de Vichy, la Fédération Postale est toujours restée au même point. De nombreux mois se sont écoulés sans qu'on puisse mentionner de la part des dirigeants une volonté effective d'engager l'action contre les Pouvoirs publics. Durant deux années, les membres de l'ancien bureau : Perrot, Gourdeaux, Cougnenc, Digat, Moreau et Duhau se sont refusés à déclencher la grève, en dépit des bruyants discours prononcés au cours de la dernière période. Le renouvellement du secrétariat de la Fédération ne changera rien à la politique passée.

Quoique les choses aient beaucoup évolué après mai 1938, la résolution sur l'action générale adoptée six mois après conserve la même orientation qui a valu aux travailleurs des P.T.T. un énorme abaissement de leurs conditions d'existence : elle ne fait que reprendre dans son intégralité la motion adoptée au Congrès fédéral. Ainsi la Fédération Postale, au dernier C.N.F., vient de recevoir à l'unanimité des délégués réformistes et stalinien le mandat de baser son activité sur des directives rétrogrades.

Les conséquences de cette attitude incroyable ? Il semble possible de les conjecturer dès à présent : Le sort aggravé de l'ensemble des postiers s'ajoutera dans le bilan de faillite de l'ensemble des syndicats composant la C.G.T.

En ce qui concerne le problème des traitements, le principe de l'indemnité mobile de cherté de vie, dont Perrot était le plus ardent défenseur, paraît définitivement rejeté au profit de l'échelle mobile des traitements. La résolution rappelle les opérations monétaires qui ont conduit à la dévaluation considérable du franc. Mais elle manque de netteté quant à ses conclusions. Il eut été souhaitable pour l'éducation des camarades, qui ne sont généralement pas des économistes ou simples manipulateurs de chiffres, de citer la valeur des traitements de base ou moyens que réclamait l'organisation syndicale. Au moment où venait de se terminer le Congrès de la Fédération Postale de Vichy, le Cartel des Services Publics lança la revendication de 14.000 francs minimum vital et les 10 %. Or le C.N.F., dans sa motion, ne la mentionne même pas, il reste dans l'équivoque pour légitimer sa carence future.

Il convient de noter que la fixation d'une valeur doit tenir compte de la hausse constante du coût de la vie et, aujourd'hui, le mot d'ordre des 14.000 est largement dépassé. Cependant il était indispensable d'énoncer clairement les choses et de démontrer quelle devait être à l'heure actuelle l'importance des traitements. Le chiffre de 15.000 est présentement celui qui correspond le mieux à la situation, car la Fédération a le devoir

UN CONGRES DES DELEGUES, demandent les employés des Magasins "REAUMUR"

Nous avons déjà publié une résolution des « Galeries Lafayette » et des « Trois Quartiers ». Voici un nouveau magasin où s'affirme la recherche des militants pour des solutions de classe. Un Congrès des délégués, demandent ces camarades. Mais c'est aux travailleurs de le tenir en dépit des directions qui ont trahi les luttes et ne veulent pas en mener.

La C.E. de la section syndicale des magasins « A Réaumur » réunie le 27 octobre 1938, après avoir pris connaissance de la reconduction de la Convention Collective, comprenant, outre l'abrogation de l'échelle mobile, la division du bloc nouveau en trois parties distinctes, à savoir : Prix Uniques, Moyennes Maisons et Grands Magasins, ne prend pas la responsabilité de la conclusion de cet accord, qui implique de fait une consécration de la pause face aux attaques continuelles du patronat.

Elle affirme la nécessité de préparer effectivement une grève générale à l'exemple de juin 1936, seule action susceptible, d'une part de resserrer les liens qui unissent la classe ouvrière et de s'opposer à l'orientation de l'esprit corporatif lequel s'allie au détriment de la solidarité syndicale, et sert de prétexte à la fascisation du mouvement ouvrier ; et d'autre part de recréer l'unité dans la lutte et de redresser les erreurs dues à l'orientation de collaboration de classe, suivie depuis deux ans par la direction de la C.G.T. et de ses fédérations, laquelle s'est avérée désastreuse dans ses résultats et a permis au patronat de réaliser sa contre-offensive.

Pour toutes ces raisons, la C.E. de la section syndicale des magasins « A Réaumur » confirme la motion votée par l'Assemblée des Délégués le 25 juillet 1938 à la Bourse du Travail, salle Bondy, demandant la préparation effective de la grève générale sur les mots d'ordre suivants :

— Contrôle de l'embauchage et du licenciement ;
— Maintien des 40 heures avec 2 jours de repos consécutifs ;
— Echelle mobile des salaires.

Et demande un Congrès des Délégués de la région parisienne, afin de préparer effectivement cette action.

de dénoncer nettement la fausseté des indices communiqués par la Préfecture de Police, sous le couvert gouvernemental.

Ces indices sont truqués et toujours établis au-dessous de la vérité. Là, il faut aussi marquer sa méfiance vis-à-vis de la direction syndicale de la C.G.T. qui, en certaines circonstances, par le fait de sa collaboration avec le gouvernement de Front populaire, tend à masquer l'augmentation du prix des denrées, résultats d'une politique de complaisance en faveur des agents du capitalisme. C'est pourquoi le contrôle syndical n'étant que celui des bonzes syndicaux, il nous faut le contrôle des indices par les travailleurs eux-mêmes.

Une importante question est restée dans l'ombre : le retrait de la C.G.T. du Front populaire. Les contradictions internes de feu ce Rassemblement, qui groupait en son sein la classe ouvrière et une fraction de la bourgeoisie, ont montré depuis 30 mois l'inconciliabilité des intérêts du prolétariat et du capitalisme.

La motion d'action générale entend exprimer le sentiment des employés de la corporation en réclamant l'octroi des 40 heures dans l'Administration des P.T.T. Mais elle se borne seulement à accorder sa confiance dans la direction de la Fédération. Chacun appréciera la naïveté de ce geste après la carence sur ce point tout au long de l'année.

Mais là n'est pas le côté le plus tragique des conclusions du Conseil National Fédéral. « La fermeté contre le fascisme » des stalinien, qui en réalité conduisait à la guerre impérialiste immédiate, fut littéralement écrasée par la formule réformiste d'une « conférence internationale pour la révision des traités de 1919 et l'organisation économique du monde ». Est-ce à dire que c'est la bonne formule ? Au contraire, celle-ci est aussi néfaste, car c'est créer l'illusion d'une entente impérialiste durable et nier ou vouloir ignorer que le capitalisme engendre la guerre, quels que soient les arrangements économiques. La guerre impérialiste est aussi un moyen de lutte sociale contre le prolétariat. Et c'est tromper cyniquement les masses que de prétendre que les résultats d'une conférence apporteront à « chaque peuple le droit de vivre et de prospérer, quel que soit son régime politique ». Et c'est également mentir à la classe ouvrière que de lui faire croire ou lui laisser supposer que dans le régime capitaliste les exploités cesseront leur exploitation pour le bien-être du peuple.

Cela, c'est le reniement de la lutte de classes, c'est s'opposer à l'émancipation des travailleurs, c'est le refus de s'engager dans la voie de la révolution, dans la voie du renversement du régime capitaliste pour l'instauration d'une société socialiste inscrite dans les statuts de la C.G.T.

L'intégralité du texte reste dans le cadre de la défense bourgeoise. Ses rédacteurs s'avèrent et se dénoncent eux-mêmes comme les défenseurs de l'Etat capitaliste.

Les travailleurs des P.T.T. doivent vomir de tels larbins des oligarchies financières et des sociétés franco-maçonniques. A eux de préparer et d'organiser leur combat de classe, la grève générale. A eux de forger leurs armes pour la conquête de leurs intérêts, la Révolution socialiste.

Une conférence internationale du FRONT OUVRIER INTERNATIONAL

Les participants, leurs positions et leurs divergences

Au cours du mois de septembre dernier, se constituait, avec la participation des organisations suivantes : P.S.O.P. (France), P.O.U.M. (Espagne), I.L.P. (Angleterre), R.S.A.P. (Hollande), un « Front Ouvrier International » contre la guerre. Le manifeste publié alors définissait ce « Front Ouvrier International » comme un front unique d'organisations ouvrières hors de la II^e et de la III^e Internationales, front unique ayant pour objectifs une lutte commune contre la guerre et un appui réciproque en cas de guerre. Un mot servait alors aux promoteurs de ce Front à définir leur intention : Zimmerwald.

En fait, cette constitution du F.O.I. exprimait bien autre chose. Elle signifiait la faillite du « Bureau de Londres », dont un des groupements les plus importants, le S.A.P. d'Allemagne, glissait rapidement et sans vergogne sur des positions stalinisantes. La constitution du F.O.I. exprimait la faillite du Bureau de Londres mais aussi, en même temps, l'impuissance du « Centre International pour la IV^e », dirigé par Trotsky, à associer qui ne veut pas subir son régime bureaucratique.

Munich ne permit pas de savoir ce que le F.O.I. aurait pu réaliser effectivement, réellement pour aider à la continuité des organisations y adhérentes, et assurer la liaison entre celles-ci, qui étaient les objectifs essentiels du front unique. Nous avons de bonnes raisons de penser que ce fut peu, très peu, mais ne chicanerons pas à ce sujet. Le répit laissé par Munich a amené les organisations du F.O.I. à discuter leurs positions à une conférence internationale à la fin d'octobre ; la clarification politique ne peut être obtenue qu'une meilleure réalisation des tâches pratiques.

Sur les débats de cette conférence, nous n'avons pour l'instant que des informations succinctes ; jusqu'à présent, seul « Contre le Courant », organe des camarades belges groupés autour de Vereecken, a publié le document adopté à cette conférence. Faut-il souligner le silence de la parolote du P.S.O.P. à ce sujet ? Le 30 septembre, qui paraît toutes les semaines, n'a pu être publié au moment où nous rédigeons cette note. Une assemblée d'information du P.S.O.P. sur les problèmes internationaux fut tenue récemment ; les militants du P.S.O.P. n'eurent pas à discuter ces questions de la plus haute importance.

A cette conférence du F.O.I. participèrent, outre les organisations ci-dessus mentionnées, divers groupes : brandlériens, maximalistes italiens, archiomarxistes de Grèce, etc... Autrement dit, nous avions une macédoine d'organisations vivantes, aux positions souvent contradictoires et changeantes et des organisations aux positions figées, condamnées depuis longtemps (brandlériens, maximalistes).

Le document sorti de cette conférence présente cependant un caractère tout à fait progressif par rapport aux documents qui ont, jusqu'à ce jour, été produits par des conférences de cet ordre.

Ce document commence par une analyse sommaire de la situation internationale sur laquelle nous n'avons qu'une observation à faire. Il y est question de « la résistance du peuple chinois qui défend ce qui lui restait d'indépendance ». Le peuple chinois n'a jamais été indépendant, il a lutté et lutte pour son indépendance.

Sur la Russie soviétique, le document a été voté à la majorité de 9 voix contre 4.

La majorité s'est prononcée sur le texte suivant :

« La révolution prolétarienne, limitée et trahie au dehors, étouffée au dedans, aboutit par la « construction du socialisme dans un seul pays » à une dictature bureaucratique qui, par ses méthodes politiques totalitaires, ébranle dans l'esprit du prolétariat jusqu'à l'idée socialiste.

La Russie soviétique se trouve menacée en Europe par les visées allemandes, en Asie par celles du Japon, avec la complicité du capitalisme anglo-français.

Contre ce texte qui atteignait le cœur du problème : la conception du « Socialisme dans un seul pays », la minorité se prononça sur les affirmations suivantes dépourvues de valeur principale :

« 1) La politique étrangère de l'Union soviétique, basée sur l'établissement d'un front démocratique de paix, a fait banqueroute ;

2) La banqueroute de cette politique a créé les dangers les plus sérieux pour l'existence même de l'Union soviétique ;

3) D'une manière semblable, le développement du régime bureaucratique de Staline est devenu un danger vital pour l'existence de l'U.R.S.S. »

Dans la partie relative à la situation du mouvement ouvrier, le document parvient à la conclusion suivante :

Ainsi se confirme, une fois de plus, la faillite totale des Internationales politique et syndicale.

La leçon que nous tirons de cette faillite est qu'après avoir parlé de « faillite totale », il faut se poser la question de la création d'une nouvelle organisation internationale, la IV^e Internationale. Le mot comme la chose font peur à un certain nombre — à la plupart — des participants de cette conférence. « Faillite totale », il ne nous semble pas que le P.S.O.P. et « Juin 36 » aient été jamais nés sur ce point. Transporteront-ils ce qu'ils ont signé internationalement sur le plan national ?

La partie du document concernant les tâches du F.O.I. contient des points sur lesquels aucune discussion ne peut être soulevée (défense des libertés démocratiques, refus des crédits de guerre, etc...), il se prononce pour le droit d'autodétermination des minorités nationales, il présente la reconstruction de l'Europe sur une base fédérative et socialiste comme la seule solution pour une paix réelle.

Dans cette partie du document se trouve un second point sur lequel la conférence se partagea. Une majorité de 6 voix adopta le texte suivant :

« Ils décident de poursuivre, au cas où la guerre impérialiste éclaterait néanmoins, une politique de « défaitisme révolutionnaire » (souhaiter et contribuer à la défaite de son propre camp) pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, détruire de fond en comble l'Etat capitaliste et instaurer un Etat prolétarien.

Il y eut trois abstentions et trois voix sur le texte que voici :

« Ils décident, au cas où la guerre éclaterait néanmoins, de poursuivre par tous les moyens et quelles qu'en soient les conséquences militaires et internationales, la transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne. »

On comprend l'importance de la divergence, si l'on se rappelle que le P.S.O.P. s'est prononcé à son Congrès contre le défaitisme révolutionnaire (avec à ce moment-là Well-Curliel qui, depuis, a démissionné parce qu'il était aussi pour une politique de « fermeté ») ; et aussi si l'on se rappelle que le P.O.U.M. a flâché sur la question de l'Etat en participant à la Généralité.

Nous avons donné dans cet article un aperçu des textes adoptés et repoussés. Nous reviendrons ultérieurement sur la question du « Front Ouvrier International ». Nous enregistrons des positions progressives sur le passé. Une « gauche » se montre avec plus de netteté et de précision. Comment parvenir à regrouper l'avant-garde internationale en une IV^e Internationale, tel est le problème auquel le P.C.I. apportera sa contribution.

Ouvrier

Soldat

Paysan

Fonctionnaire

Sois le correspondant de la « Commune »

Nous demandons au camarade qui achète le journal au kiosque Maylin, allée Jean-Jaurès, à Toulouse, de nous écrire.

Prêre aux Camarades abonnés échus de répondre à notre lettre du 20 septembre sans autre retard.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : BARRATINS.

Les élections du 9^e et de Charolles

LES scrutins de ballottage ont amené à Paris-9^e la victoire du secrétaire de La Rocque, et à Charolles la victoire du secrétaire du parti socialiste.

Le résultat dans le 9^e arrondissement de Paris n'avait rien de surprenant. Il est difficile de trouver beaucoup de centres plus réactionnaires en France. Le P.S.F. l'emporta sur les vieux partis, maringouins et autres. Ce qu'il faut constater, c'est le désistement du P.C. arrivé en tête des « candidats de gauche » pour une candidature nouvelle d'un radical. Au lendemain de Marseille : il y a des gens qui aiment les coups de pied dans le derrière.

A noter aussi que le P.S.O.P. s'est retiré en déclarant « qu'il n'avait pas d'ordres à donner aux électeurs pour le second tour et qu'il comptait sur leur maturité politique pour barrer la route au fascisme et à la réaction ». Pourquoi dénoncer le Front populaire dans « Juin 36 » et tenter de le ressusciter sur les panneaux du 9^e ?

A Charolles, l'élection de ce vieux beau de Paul Faure se fit contre un radical qui rassembla toutes les voix réactionnaires. Le même jour, le parti radical s'efforça de continuer sa politique de duplicité et de ramasser les voix à droite et gauche suivant les nécessités. Mais le terrain parle entaie est de plus en plus boueux et mouvant : les bons conseils du cher Blum n'y feront rien : le parti radical sombrera et avec lui les partis qui s'y accrocheront.

EUX ET NOUS

Au Conseil National S.F.I.O., les grandes administrateurs ont jeté des fleurs, avec beaucoup d'épines d'ailleurs, à leurs collègues des grands quotidiens ; de Kérillis, dirent-ils, a recueilli par souscriptions 5 millions de francs pour le relancement de son journal ; notre parti frère (le Parti Communiste Français) a d'autres ressources que nous, c'est-à-dire, en sous-entendus, que « l'Humanité » reçoit l'or de Moscou.

Les bilans de tous ces bourreurs de crâne se chiffrent par des millions de déficit.

Et nous, que demandons-nous à nos lecteurs, amis et sympathisants, pour opposer la vérité révolutionnaire ?

QUELQUES CENTAINES DE FRANCS, versés régulièrement pour nous permettre de paraître chaque semaine. Il faut absolument et de suite le comprendre, si l'on veut éviter, après les sautes successives que nous venons de subir, une parution irrégulière de « La Commune ».

Que faut-il faire ?

VENDRE REGULIEREMENT LE JOURNAL.

S'ABONNER OU RENOUELEER SON ABONNEMENT.

SOUSCRIRE ET FAIRE SOUSCRIRE.

De ton travail dépend la vie de « La Commune ».

Encore une lettre de ceux qui furent mobilisés

... Certes, la guerre ne fut pas déclarée. Mais déjà les mobilisés ont connu la souffrance. Sans doute n'a-t-elle pas atteint le degré d'épuisement moral et physique des soldats qui vécurent la tourmente de 1914-1918 ; toutefois il serait scandaleux de laisser dire sans aucune réaction que durant la période critique les hommes sous les drapeaux eurent une « vie fraîche et joyeuse ».

C'est ainsi que le 9^e R.I., à Bar-le-Duc, dut prendre le train à 1 heure du matin. Il est facile de présumer les conditions du voyage lorsqu'on précise que le débarquement eut lieu qu'à 17 heures à Courcelles-Chaussy. Mais il n'était pas le terme du déplacement. Le régiment devait se rendre à Zimming (Moselle) ; il lui restait donc à accomplir encore 20 kilomètres à pied. Certains pourraient penser (nos bons patriotes surtout) qu'en cela il n'y a rien d'extraordinaire. Aussi devons-nous indiquer avec quelle désinvolture, avec quel mépris la bourgeoisie française traite ceux qui vont lui servir de chair à canon et mourir pour elle. Pour tout le voyage, il ne fut donné à la troupe qu'une boîte de conserves par couple d'hommes. La cuisine roulante ne devait en outre rejoindre que vers 22 heures.

Avec de tels égards, l'acheminement sur Zimming fut un spectacle lamentable. Fourbus, écrasés par la fatigue et le manque de nourriture, les soldats s'égrénèrent, s'éroulaient et se couchaient sur les bords de la route, dans les fossés.

A la hauteur de Fouligny, soit après 5 kilomètres de marche, parmi les exténués, l'un d'eux, à demi-tou de désespoir et de lassitude, ne voulut plus en subir davantage, il se trancha la gorge. C'était un réserviste qui venait à peine de quitter son foyer.

A ce moment-là, il ne se trouva pas aucun stalinien pour prêcher la défense de la démocratie capitaliste tchécoslovaque. Ceux qui la conseillent ne sont pas les payeurs. Ils se réservent une place à l'arrière, ils préparent leur abri. Qu'ils soient crachés, vomis par la classe ouvrière qui faillit devenir leur victime. Si peu qu'il en mourut, ils ont des cadavres sur la conscience.